
STATUTS DE L'APTS ET DÉCLARATION DE PRINCIPES

MAI 2018



*Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux*

RÉVISION : mai 2018, avril 2016, mai 2014, mai 2012, mai 2010

STATUTS DE L'APTS
ADOPTION : MAI 2006

DÉCLARATION DE PRINCIPES
ADOPTION : MAI 2008

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I – Nom et mission	6
1.1 Nom du syndicat	6
1.2 Siège social	6
1.3 Juridiction	6
1.4 Mission et Déclaration de principes	6
1.5 Affiliation	7
1.6 Entente de service	7
CHAPITRE II – Les membres	8
2.1 Conditions d'admission	8
2.2 Maintien du statut de membre	8
2.3 Suspension ou exclusion d'un membre	9
2.4 Suspension ou destitution d'un·e élu·e ou nommé·e	9
2.5 Appel et réinstallation	10
CHAPITRE III – Le palier national	11
3.1 Le congrès	11
3.2 Le conseil général	14
3.3 Le conseil national	17
3.4 Les représentant·e·s nationaux·ales	21
3.5 Le comité exécutif national	23
CHAPITRE IV – Le palier local	28
4.1 L'assemblée générale	28
4.2 L'assemblée de secteur	30
4.3 Le conseil syndical	32
4.4 L'exécutif local	33
4.5 Personnes déléguées locales	40
4.6 Personnes observatrices	41

CHAPITRE V – Dispositions financières	42
5.1 Année financière	42
5.2 Cotisation syndicale	42
5.3 Budget local	42
5.4 Allocations de péréquation	42
CHAPITRE VI – Comité de surveillance	43
6.1 Composition, mode de nomination et quorum	43
6.2 Durée du mandat	43
6.3 Fréquence des réunions	43
6.4 Mandat du comité	43
6.5 Fonctions et pouvoirs	43
6.6 Vacance au comité de surveillance	44
CHAPITRE VII – Modifications aux statuts et à la Déclaration de principes	45
7.1 Modifications aux statuts	45
7.2 Modifications à la Déclaration de principes	45
7.3 Corrections linguistiques	46
CHAPITRE VIII – Mise en place de la nouvelle structure de représentation syndicale	47
8.1 Préséance du chapitre VIII	47
8.2 Durée des mandats des membres des exécutifs locaux	47
8.3 Durée des mandats des membres du conseil national	47
8.4 Intervalle entre deux congrès	47
8.5 Durée des mandats des personnes représentantes locales	47
DÉCLARATION DE PRINCIPES	50



CHAPITRE I – Nom et mission

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) est détentrice de toutes les accréditations et assume tous les services offerts par le syndicat.

1.1 Nom du syndicat

Le syndicat est une personne morale constituée en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels sous le nom de « Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux » (APTS).

1.2 Siège social

Le siège social du syndicat est situé dans la ville de Longueuil.

1.3 Juridiction

Le syndicat regroupe des personnes de la catégorie des techniciennes et des professionnelles de la santé et des services sociaux du Québec.

1.4 Mission et Déclaration de principes

Le syndicat a pour mission l'étude, la sauvegarde, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux, moraux, éducatifs et professionnels de ses membres et particulièrement la négociation et l'application de conventions collectives.

Le syndicat est guidé dans ses actions par la Déclaration de principes adoptée par le congrès.

Le syndicat lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence, qu'elles soient exercées à l'endroit de ses membres ou exercées par ses membres.

1.5 Affiliation

Toute proposition d'affiliation du syndicat à une centrale syndicale ou à une fédération doit être faite au congrès et être adoptée par les deux tiers (2/3) des personnes déléguées présentes.

Si le congrès se prononce en faveur d'une telle affiliation, il ordonne la tenue d'un référendum sur cette question auprès des membres du syndicat.

Le syndicat doit demander l'affiliation si les deux tiers (2/3) des membres votants se sont prononcés en faveur d'une telle affiliation.

1.6 Entente de service

Le syndicat peut conclure une entente afin d'offrir des services à une association de salarié·e·s du secteur de la santé et des services sociaux, le tout selon les conditions établies par le conseil national et en évitant tout conflit d'intérêts avec le secteur public.

CHAPITRE II – Les membres

2.1 Conditions d'admission

Pour être membre du syndicat, il faut être une personne salariée d'un établissement à l'égard duquel le syndicat détient une accréditation ou a entrepris une procédure d'accréditation. Il faut également :

- a) Avoir rempli un formulaire d'adhésion;
- b) Avoir versé la première cotisation telle qu'elle est prévue au Code du travail;
- c) Payer la cotisation syndicale;
- d) Se conformer aux statuts et règlements du syndicat;
- e) Être accepté en tant que membre par le conseil national.

2.2 Maintien du statut de membre

2.2.1 Une personne continue à exercer tous ses droits à titre de membre du syndicat lorsqu'elle est visée par une des situations suivantes:

- a) Bénéficier d'un congé sans traitement conformément aux dispositions de la convention collective;
- b) Posséder un droit de rappel et qu'elle est en période de mise à pied avec maintien du lien d'emploi conformément à sa convention collective;
- c) Être suspendue ou congédiée jusqu'à l'épuisement de ses recours et tant qu'elle est soutenue par le syndicat.

2.2.2 Le statut de membre est suspendu pendant la période où une personne occupe temporairement un poste de gestionnaire.

2.3 Suspension ou exclusion d'un membre

2.3.1 Le conseil national peut, par un vote aux deux tiers (2/3) des voix, suspendre ou exclure un membre du syndicat pour un des motifs suivants :

- a) Ne pas respecter les statuts ou les règlements;
- b) Causer un préjudice grave au syndicat;
- c) Causer un préjudice grave envers un ou des membres du syndicat.

2.3.2 Le conseil national doit, lorsqu'il désire suspendre ou exclure un membre, lui donner un avis écrit indiquant les raisons pour lesquelles il pourrait procéder à sa suspension ou à son exclusion et l'invite à présenter par écrit sa version des faits dans les dix (10) jours de calendrier et/ou à se présenter au prochain conseil national pour rapporter sa version des faits.

2.3.3 Le ou la secrétaire du syndicat fait parvenir la décision du conseil national au membre, à sa dernière adresse connue, sous pli recommandé dans les cinq (5) jours de calendrier suivant la prise de décision.

2.4 Suspension ou destitution d'un-e élu-e ou nommé-e

2.4.1 Le conseil national peut, par un vote aux deux tiers (2/3) des voix, suspendre ou destituer un-e élu-e ou nommé-e pour un des motifs suivants :

- a) Lorsqu'il ou elle est absent-e, sans motif valable, de trois (3) assemblées consécutives où il ou elle a été dûment convoqué-e;
- b) Lorsqu'il ou elle œuvre dans l'intérêt d'une organisation syndicale concurrente ou qu'il ou elle incite un-e ou plusieurs membres du syndicat à s'en retirer;
- c) Lorsqu'il ou elle fait preuve de mauvaise foi, d'ingérence indue, d'incompétence notoire, cause un préjudice grave aux membres ou au syndicat, ou détourne des fonds;

d) Lorsqu'une preuve de harcèlement ou de violence est démontrée suite à une plainte.

2.4.2 La demande de suspension ou de destitution peut provenir d'un-e membre de l'exécutif local, de l'assemblée générale ou du conseil national. La demande est acheminée au ou à la secrétaire du syndicat qui la soumet au conseil national pour l'adoption des mesures appropriées.

2.5 Appel et réinstallation

La décision prise par le conseil national peut être portée en appel par la personne suspendue, exclue ou destituée dans les quinze (15) jours en produisant une demande écrite au ou à la secrétaire du syndicat dans laquelle elle indique le motif de son appel. Cet appel doit être entendu lors du prochain conseil général. La décision prise par le conseil général est finale et sans appel.

Une personne suspendue ou exclue peut retrouver son statut de membre aux conditions fixées par l'instance ayant procédé à sa suspension ou à son exclusion.

CHAPITRE III – Le palier national

3.1 Le congrès

3.1.1 Composition

a) Le congrès est composé des personnes déléguées suivantes :

- Les membres du conseil national;
- Les délégations provenant des unités de négociation.

Le nombre de personnes déléguées auquel a droit chacune de ces unités de négociation est établi selon le nombre de personnes salariées au 31 décembre de l'année précédant le congrès, tel qu'il a été déterminé par le syndicat selon la proportion suivante :

- 1 à 100 personnes salariées = 3 personnes déléguées.
- Le nombre de personnes déléguées est par la suite augmenté d'une personne par tranche de 100 personnes salariées de l'unité de négociation.

b) La délégation des unités de négociation est composée en priorité des membres des exécutifs locaux.

Lorsqu'un poste à l'exécutif local est vacant ou qu'un membre de l'exécutif local n'est pas en mesure d'assister au congrès, l'exécutif local peut désigner une personne substitut, pour la durée du congrès, parmi les personnes déléguées locales ou, à défaut, parmi les agent-e-s de liaison et, en dernier lieu, parmi les membres de l'unité de négociation.

S'il reste des places disponibles dans la délégation, elles sont comblées par élection par l'assemblée générale parmi les personnes déléguées locales ou, à défaut, parmi les agent-e-s de liaison et, en dernier lieu, parmi les membres de l'unité de négociation.

L'exécutif local peut nommer les substituts qui participeront au Congrès si tous ceux nommés à l'assemblée générale précédant le congrès ne comblent pas les places disponibles de la délégation.

3.1.2 Personnes observatrices

Le conseil national ou le conseil général peut inviter des personnes observatrices à assister au congrès sans droit de vote ni de proposition.

3.1.3 Fonctions et pouvoirs

Le congrès est l'instance suprême du syndicat. Il a les fonctions et pouvoirs suivants :

- a) Adopter les orientations générales du syndicat et les grandes priorités d'action;
- b) Adopter, modifier ou abroger les statuts;
- c) Adopter les fonds spéciaux;
- d) Fixer la cotisation syndicale régulière;
- e) Recevoir le rapport d'activités du conseil national;
- f) Disposer de toute question soumise par le conseil national et le conseil général;
- g) Élire les membres du conseil national et du comité de surveillance;
- h) Décider de l'affiliation du syndicat à un autre organisme;
- i) Nommer des personnes vérificatrices.

3.1.4 Fréquence, convocation et ordre du jour

Le congrès se réunit tous les deux (2) ans dans les six (6) derniers mois de l'année. Tant le conseil national que le comité exécutif national peuvent convoquer le congrès.

L'avis de convocation doit être transmis aux membres du conseil national et aux exécutifs locaux au moins cent cinquante (150) jours avant la tenue du congrès.

L'ordre du jour doit être transmis aux personnes déléguées au moins trente (30) jours avant la tenue du congrès.

Le ou la secrétaire du comité exécutif national transmet aux personnes déléguées, au moins deux semaines avant l'ouverture du congrès, les principaux documents qui feront l'objet de présentation dans le cadre des points informatifs et décisionnels inscrits dans l'ordre du jour.

Lorsque les documents ne sont pas expédiés dans les délais, le sujet ne peut être traité dans la même séance que celle où a lieu le dépôt, sauf si la majorité des membres du congrès en décide autrement.

3.1.5 Quorum

Le quorum du congrès est constitué de 60% des personnes déléguées inscrites.

3.1.6 Décision et vote

Sauf dispositions contraires contenues dans les statuts, les décisions du congrès se prennent à la majorité simple des voix. La présidence n'exerce son droit de vote qu'en cas d'égalité.

3.1.7 Le congrès spécial

- a) Un congrès spécial peut être convoqué par le congrès, le conseil général ou le conseil national;
- b) L'avis de convocation et l'ordre du jour du congrès spécial sont adressés aux exécutifs locaux au moins trente (30) jours avant la date du congrès spécial. Seul(s) le ou les sujets inscrits à l'ordre du jour pourront faire l'objet de discussion;
- c) Tant le conseil national que le comité exécutif national peuvent convoquer un congrès spécial dans des circonstances exceptionnelles ou s'il y a urgence. Dans ce cas, l'avis de convocation doit être transmis dans un délai d'au moins quatorze (14) jours avant la tenue de ce congrès et les personnes déléguées sont avisées des sujets qui y seront discutés.

3.1.8 Les procès-verbaux

Le syndicat transmet aux exécutifs locaux le procès-verbal des délibérations à être adopté du congrès ou du congrès spécial 2 mois après sa tenue.

Le syndicat doit tenir un registre à jour des procès-verbaux des délibérations, une fois ceux-ci adoptés. Ce registre est accessible en tout temps aux membres du syndicat.

3.2 Le conseil général

3.2.1 Composition

Le conseil général est composé des personnes déléguées suivantes :

- a) Les membres du conseil national ;
- b) Les président·e·s des unités de négociation. En cas d'impossibilité de celles-ci, un autre membre de l'exécutif local peut être désigné par l'exécutif local;
- c) Les personnes déléguées additionnelles des unités de négociation comptant plus de 300 personnes salariées, choisies parmi les membres de l'exécutif local.

Le nombre de personnes déléguées additionnelles auquel a droit chacune de ces unités de négociation est établi selon le nombre de personnes salariées au 31 mars de l'année financière précédente, tel qu'il a été déterminé par le syndicat, selon la proportion suivante :

- 301 à 600 personnes salariées = 1 personne déléguée additionnelle
- 601 à 900 personnes salariées = 2 personnes déléguées additionnelles
- Le nombre de personnes déléguées additionnelles est par la suite augmenté d'une personne par tranche de 600 personnes salariées de l'unité de négociation

- d) Si une ou des places de personnes déléguées d'une unité de négociation demeurent vacantes, l'exécutif local peut désigner une ou des personnes substitués parmi les personnes déléguées locales ou, à défaut, parmi les agent·e·s de liaison et, en dernier lieu, parmi les membres de l'unité de négociation.

3.2.2 Personnes observatrices

Le conseil national peut inviter des personnes observatrices à assister au conseil général sans droit de vote ni de proposition.

3.2.3 Fonctions et pouvoirs

Le conseil général est la plus haute instance entre les congrès et il a les fonctions et pouvoirs suivants :

- a) Adopter les orientations et les politiques entre les congrès;
- b) Soumettre des recommandations au congrès;
- c) Adopter des règlements;
- d) Adopter le plan d'action en fonction des orientations du congrès;
- e) Adopter les prévisions budgétaires annuelles et recevoir les états financiers vérifiés;
- f) Fixer une cotisation syndicale spéciale;
- g) Voir au suivi des décisions du congrès;
- h) Comblent les vacances au conseil national et au comité de surveillance;
- i) Décider des structures de négociation;
- j) Décider d'une demande de service à une autre organisation syndicale;
- k) Adopter le cadre des conditions de travail et de rémunération des membres du conseil national;

- l) Adopter les recommandations de correction au texte des statuts et à celui de la Déclaration de principes.
- m) Analyser, modifier et voter la procédure présentée par le conseil national comprenant les éléments suivants : la formation, la définition des mandats et la procédure d'élection des membres des comités.

3.2.4 Fréquence, convocation et ordre du jour

- a) Le conseil général se réunit au moins deux (2) fois par année, même l'année du congrès, dans un lieu favorisant l'alternance dans les diverses régions du Québec et dans les limites des salles disponibles. Cela visant à promouvoir la présence de l'APTS, assurer une représentativité de son membership et encourager l'économie locale.

Tant le conseil national que le comité exécutif national peuvent convoquer le conseil général.

- b) L'ordre du jour est sous la responsabilité du comité exécutif national. L'avis de convocation et l'ordre du jour doivent être transmis aux personnes déléguées au moins quatorze (14) jours avant la tenue du conseil général à moins de circonstances exceptionnelles.
- c) Un conseil général peut être tenu de façon virtuelle pour procéder à des élections.

Il revient au conseil national de déterminer la procédure applicable à un conseil général virtuel.

- d) Le ou la secrétaire du comité exécutif national transmet aux personnes déléguées, au moins quatorze (14) jours avant l'ouverture du conseil général, les principaux documents qui feront l'objet de présentation dans le cadre des points informatifs et décisionnels inscrits dans l'ordre du jour.

Lorsque les documents ne sont pas expédiés dans les délais, le sujet ne peut être traité dans la même séance que celle où a lieu le dépôt, sauf si la majorité des membres du conseil général en décide autrement.

- e) Les exécutifs locaux peuvent aussi convoquer un conseil général. Pour ce faire, au moins 8 exécutifs locaux qui représentent au moins 10 % des membres doivent envoyer une demande écrite conjointe au ou à la secrétaire du comité exécutif national.

Le conseil général demandé par les exécutifs locaux doit se tenir dans les 45 jours suivant le dépôt de la demande.

3.2.5 Quorum

Le quorum du conseil général est constitué de 65% des personnes déléguées inscrites.

3.2.6 Décision et vote

Sauf dispositions contraires contenues dans les statuts, les décisions du conseil général se prennent à la majorité simple des voix. La présidence n'exerce son droit de vote qu'en cas d'égalité.

3.2.7 Les procès-verbaux

Le syndicat transmet aux exécutifs locaux le procès-verbal des délibérations à être adopté au maximum un mois après la tenue du conseil général.

Le syndicat doit tenir un registre à jour des procès-verbaux des délibérations, une fois ceux-ci adoptés. Ce registre est accessible en tout temps aux membres du syndicat.

3.3 Le conseil national

3.3.1 Composition

Le conseil national est composé :

- a) du comité exécutif national;
- b) des représentant·e s nationaux·ales.

La personne qui occupe un remplacement au conseil national a les mêmes droits et obligations que la personne qu'elle remplace.

La personne qui occupe un remplacement au conseil national ne peut exercer les droits de son poste d'origine durant cette période.

La personne remplacée est considérée ne pas être en fonction durant son absence et ne peut donc exercer ses droits et obligations reliés à son poste.

Toutefois, la personne remplacée peut poser sa candidature à un poste électif auquel sa fonction lui permet d'accéder.

3.3.2 Mode de nomination

3.3.2.1 Le comité exécutif national

Les membres du comité exécutif national sont élus par le congrès.

Seules les personnes déléguées au congrès peuvent poser leur candidature à un poste du comité exécutif national.

3.3.2.2 Les représentant·e·s nationaux·ales

Les représentant·e·s nationaux·ales sont élu·e·s par le congrès.

Le vote des personnes déléguées visées par une charge de travail a une valeur de 50 % du résultat final. Le vote des autres personnes déléguées a une valeur de 50 % du résultat final. La personne candidate qui a obtenu le résultat le plus élevé est élue à ce poste.

En cas d'égalité, le vote des personnes déléguées par la charge de travail aura prépondérance.

Seules les personnes déléguées au congrès peuvent poser leur candidature à un poste de représentant·e national·e.

3.3.2.3 Création des charges de travail de représentant·e national·e

Chacun des postes de représentant·e national·e est lié à une charge de travail composée d'une ou plusieurs unités de négociation. Toutes les unités de négociation doivent être incluses dans les charges de travail.

En prévision des élections en congrès, le comité exécutif national doit soumettre un projet de charges de travail pour consultation auprès des exécutifs locaux, du conseil national et du conseil général. Le comité exécutif national décide, en dernier lieu, de la composition des charges de travail. Il doit s'assurer d'une représentativité et d'une stabilité pour les EPC, les établissements privés et parapublics.

Nonobstant ce qui précède, le conseil général est l'instance qui décide du nombre de charges de travail qui seront en élection au congrès suivant. Ce nombre doit toutefois être d'un minimum de 17 et d'un maximum de 22.

3.3.2.4 Avis d'élection

Un avis d'élection doit être transmis aux exécutifs locaux au moins 90 jours avant l'ouverture du congrès.

Cet avis doit indiquer la procédure de mise en candidature et contenir la liste des postes en élection et la composition de chacune des charges de travail des représentant·e-s nationaux·ales.

3.3.3 Durée du mandat et entrée en fonction

La durée du mandat est de deux (2) ans.

Les membres du conseil national entrent en fonction à la fin du congrès ou, dans le cas d'une vacance, après leur nomination.

3.3.4 Fin de mandat

Le mandat d'un membre du conseil national prend fin :

- a) à l'expiration du terme d'office ou de ses prolongations;
- b) lorsque la personne cesse d'être membre du syndicat.

3.3.5 Exclusivité des services

Toute personne membre du conseil national exerce ses fonctions à temps complet et ne peut exercer, concurremment à son poste électif, des fonctions au sein d'un exécutif local.

3.3.6 Fonctions et pouvoirs

Le conseil national a les fonctions et pouvoirs suivants :

- a) Voir à l'administration du syndicat en établissant des politiques générales;
- b) Assurer une présence politique auprès des unités de négociation et des agences régionales;
- c) Assurer une représentation professionnelle de tous les titres d'emploi;
- d) Exécuter les décisions du congrès et du conseil général;
- e) Recevoir le plan d'action et le soumettre au conseil général;
- f) convoquer le congrès, le congrès spécial et le conseil général;
- g) Déterminer le cadre des conditions de travail et de la rémunération du personnel;
- h) Adopter des règlements;
- i) En collaboration avec le conseil général, former des comités, définir leurs mandats et décider de la procédure de nomination de ses membres;
- j) Voir au respect des statuts et règlements;
- k) Autoriser toute procédure légale extraordinaire;
- l) Proposer des structures de négociation au conseil général;
- m) Comblent les postes vacants au conseil national;
- n) S'associer avec tout regroupement de nature syndicale ou professionnelle avec lequel il partage des intérêts communs;
- o) Accepter, suspendre ou exclure un membre;
- p) Soumettre au conseil général des recommandations de correction au texte des statuts et à celui de la Déclaration de principes.

3.3.7 Fréquence, convocation et ordre du jour

Le conseil national est convoqué par le comité exécutif national. Il se réunit au moins cinq (5) fois par année. L'ordre du jour est proposé par le comité exécutif national et est envoyé aux membres du conseil national avant la tenue de la séance.

3.3.8 Quorum

Le quorum du conseil national est constitué de la majorité de ses membres.

3.3.9 Décision et vote

Les décisions se prennent à la majorité simple des voix. Chaque membre du conseil national a droit à un vote. En cas d'égalité, le ou la président·e a droit à un vote prépondérant.

3.3.10 Mise sous tutelle

Le conseil national met sous tutelle un exécutif local pour l'un des motifs prévus à l'article 2.3.1. La procédure prévue dans ce cas s'applique en y apportant les adaptations nécessaires.

3.3.11 Les procès-verbaux

Le conseil national doit tenir un registre des procès-verbaux de ses assemblées qui pourraient, sur demande, être acheminés aux membres des exécutifs locaux ainsi qu'aux membres du conseil national.

3.4 Les représentant·e·s nationaux·ales

3.4.1 Responsabilités

Les représentant·e·s nationaux·ales, en plus de leurs devoirs liés au conseil national, ont les responsabilités suivantes :

- a) Assumer des mandats de représentation professionnelle.
- b) Promouvoir au conseil national les préoccupations et les enjeux locaux et régionaux.

- c) Élaborer des stratégies liées aux dossiers nationaux et en assurer la mise en œuvre;
- d) En collaboration avec le ou la président·e local·e, agir comme représentant·e national·e et porte-parole au niveau régional et local ;
- e) En collaboration avec l'exécutif local, développer et maintenir un réseau d'influence politique;
- f) Agir à des moments stratégiques de la négociation locale;
- g) Voir au suivi par le palier local des décisions des instances locales et nationales;
- h) Promouvoir l'autonomie des exécutifs locaux et les soutenir dans l'exercice de ses fonctions;
- i) Promouvoir les orientations, valeurs et actions du syndicat auprès des membres de l'unité de négociation;
- j) S'assurer que toutes les personnes salariées de l'unité de négociation soient représentées de façon juste et équitable;

3.4.2 Vacance

3.4.2.1 Mode de nomination à un poste vacant

S'il y a vacance à un poste de représentant·e national·e, le conseil national décide de combler ou non cette vacance. Lorsqu'il décide de combler, il peut nommer une personne par intérim jusqu'à ce qu'une élection ait lieu lors d'un conseil général.

Le vote des personnes déléguées visées par une charge de travail a une valeur de 50 % du résultat final. Le vote des autres personnes déléguées a une valeur de 50 % du résultat final. La personne candidate qui a obtenu le résultat le plus élevé est élue à ce poste.

En cas d'égalité, le vote des personnes déléguées par la charge de travail aura prépondérance.

3.4.2.2 Éligibilité

Nonobstant l'article 3.3.2.2 des présentes, les membres des exécutifs locaux et du conseil national ainsi que les personnes déléguées peuvent poser leur candidature à un poste de représentant·e national·e en élection lors d'un conseil général.

3.5 Le comité exécutif national

3.5.1 Composition

Le comité exécutif national est composé de sept (7) personnes, soit un·e président·e, quatre (4) vice-présidents·es, un·e secrétaire et un·e trésorier·ière.

3.5.2 Fonctions et pouvoirs

Le comité exécutif national assume les fonctions et pouvoirs suivants :

- a) Représenter le syndicat et agir en son nom;
- b) Voir à l'administration du syndicat et prendre toutes les mesures jugées nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement du syndicat;
- c) Voir à l'exécution des décisions prises par le conseil national, le conseil général et le congrès;
- d) S'assurer que les différents mandats confiés sont assumés correctement;
- e) Coordonner les dossiers nationaux;
- f) Élaborer un projet de plan d'action et de prévisions budgétaires à soumettre au conseil national;
- g) Engager le personnel et déterminer les conditions de travail, le tout à l'intérieur du cadre et des paramètres fixés par le conseil national;
- h) Expédier les affaires courantes;

- i) Interpréter et appliquer les statuts et les règlements;
- j) Déterminer et organiser la structure des services et voir à leur bon fonctionnement;
- k) Assurer la représentation politique des membres;
- l) Exercer tous les pouvoirs que lui délègue le conseil national;
- m) Définir la composition des postes de l'exécutif local ainsi que la délégation aux instances pour les unités de négociation ayant subi une fusion ou une intégration d'établissements, ou pour toute autre situation qui transforme celles-ci. La durée d'application de cette mesure se termine à la conclusion de la négociation des dispositions locales de la convention collective ou à un autre moment déterminé par le comité exécutif national.
- n) S'associer avec tout regroupement avec lequel le syndicat partage des intérêts communs;
- o) Ajuster les charges de travail des représentant-e-s nationaux-ales entre les congrès lorsqu'une ou plusieurs unités de négociation subissent une transformation importante;
- p) Autoriser toute procédure légale extraordinaire;
- q) Recevoir les états financiers vérifiés et les soumettre au conseil national.

3.5.3 Fréquence, convocation et ordre du jour

Le comité exécutif national est convoqué par le ou la secrétaire à la demande d'un des membres du comité exécutif national. Il doit se réunir au moins douze (12) fois par année. L'ordre du jour est sous la responsabilité du ou de la secrétaire.

3.5.4 Quorum

Le quorum du comité exécutif national est de quatre (4) personnes.

3.5.5 Décision et vote

Chaque membre du comité exécutif national a droit à un vote. En cas d'égalité, le ou la président-e a droit à un vote prépondérant.

3.5.6 Prise en charge

Le comité exécutif national prend en charge une unité de négociation lorsque le nombre de postes vacants à l'exécutif local ne permet plus le respect du quorum.

3.5.7 Vacance

3.5.7.1 Mode de nomination à un poste vacant

S'il y a vacance à l'un des postes du comité exécutif national, le conseil national nomme parmi les membres du conseil national une personne pour combler cette vacance jusqu'à ce qu'une élection ait lieu lors d'un conseil général.

3.5.7.2 Éligibilité

Nonobstant l'article 3.3.2.1 des présentes, seuls les membres du conseil national et des exécutifs locaux peuvent poser leur candidature à un poste du comité exécutif national en élection lors d'un conseil général.

3.5.8 Fonctions et responsabilités

3.5.8.1 Le ou la président-e

Les attributions du ou de la président-e sont les suivantes :

- a) Être porte-parole officiel du syndicat;
- b) Présider les assemblées du comité exécutif national, du conseil national, du conseil général et du congrès. Le ou la président-e peut nommer une autre personne à la présidence d'assemblée avec l'assentiment de l'instance concernée;
- c) Surveiller les activités générales du syndicat;
- d) Être membre d'office de tous les comités, excluant le comité de surveillance;

- e) Remplir toutes les fonctions qui découlent de sa charge et qui lui sont assignées par le congrès, le conseil général, le conseil national ou le comité exécutif national;
- f) Signer les documents préparés ou émis au nom du syndicat (documents officiels, chèques et effets de commerce).

3.5.8.2 Les 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e vice-présidents-es

Les attributions des vice-présidents-es sont les suivantes :

- a) Assister le ou la président-e dans l'exécution de ses fonctions;
- b) En l'absence du ou de la président-e, le ou la remplacer, avec les mêmes pouvoirs et devoirs, suivant l'ordre de préséance établi;
- c) Exécuter tous les mandats qui leur sont dévolus par le comité exécutif national ou le conseil national.

3.5.8.3 Le-ou la secrétaire

Les attributions du-ou de la secrétaire sont les suivantes :

- a) Être de droit secrétaire du comité exécutif national, du conseil national, du conseil général et du congrès. Le-ou la secrétaire peut nommer une autre personne comme secrétaire d'assemblée avec l'assentiment de l'instance concernée;
- b) Tenir un registre des procès-verbaux des assemblées du comité exécutif national, du conseil national, du conseil général et du congrès et les signer conjointement avec le ou la président-e;
- c) Avoir la garde des archives et des documents officiels du syndicat;
- d) convoquer les assemblées et en préparer les ordres du jour;
- e) Avoir la responsabilité de la correspondance officielle;
- f) Certifier les copies ou extraits des procès-verbaux et les copies de correspondance;

- g) Remplir toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par le comité exécutif national ou le conseil national;
- h) Remettre à la personne qui lui succède tous les documents et autres effets appartenant au syndicat.

3.5.8.4 Le ou la trésorier-ière

Les attributions du ou de la trésorier-ière sont les suivantes :

- a) Gérer le budget du syndicat et tout autre fonds spécial, s'il y a lieu;
- b) Percevoir les cotisations, les dus ou tout autre revenu du syndicat;
- c) Recevoir et déposer dans une institution bancaire déterminée par le conseil national toutes les sommes qui lui auront été remises comme appartenant au syndicat;
- d) Préparer les prévisions budgétaires et les soumettre aux instances appropriées;
- e) Voir à la préparation des états financiers vérifiés et les déposer aux instances appropriées;
- f) Voir à ce que tous les paiements soient effectués en conformité avec les politiques du comité exécutif national, du conseil national, du conseil général, du congrès et signer tous les chèques et autres effets bancaires du syndicat;
- g) Remplir toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par le comité exécutif national ou le conseil national;
- h) Remettre à la personne qui lui succède tous les documents et autres effets appartenant au syndicat.

CHAPITRE IV – Le palier local

4.1 L'assemblée générale

4.1.1 Composition et quorum

- a) L'assemblée générale regroupe tous les membres de l'unité de négociation et son quorum est établi comme suit :

1 et 2 membres	=	1 personne
3 membres	=	2 personnes
4 et 5 membres	=	3 personnes
6 à 20 membres	=	4 personnes
21 à 30 membres	=	6 personnes
31 à 40 membres	=	8 personnes
41 à 50 membres	=	9 personnes
51 à 100 membres	=	10 personnes
101 à 250 membres	=	15 personnes
251 à 500 membres	=	20 personnes

À partir de 501 membres, le quorum requis est augmenté de 10 personnes par tranche de 500 membres

- b) Le nombre de membres de l'unité de négociation devant servir à déterminer le quorum requis est établi 10 jours avant la date de l'assemblée générale ou 48 heures dans le cas d'une assemblée générale spéciale.

En l'absence de quorum à la première assemblée générale dûment convoquée pour la tenue d'un vote, le quorum de la deuxième assemblée générale convoquée pour ce même vote est égal au nombre de membres présents à cette assemblée. L'avis de convocation doit le préciser.

4.1.2 Fonctions et pouvoirs

- a) Élire l'exécutif local;
- b) Décider du cumul des fonctions de l'exécutif local pour les unités de négociation de cinq (5) personnes salariées et moins;
- c) Recevoir le rapport d'activités de l'exécutif local;

- d) Soumettre aux instances nationales des recommandations sur les sujets qui lui sont soumis ou sur tout autre sujet qui relève de la compétence du syndicat;
- e) Adopter les prévisions budgétaires locales et recevoir le rapport financier;
- f) Élire des personnes vérificatrices internes;
- g) Formuler des recommandations sur le contenu des projets de conventions collectives;
- h) Accepter l'entente de principe des dispositions locales de la convention collective ;
- i) Se prononcer sur les modifications des dispositions locales de la convention collective ;
- j) Se prononcer sur l'entente de principe des dispositions nationales de la convention collective ;
- k) Voter un mandat de grève par scrutin secret;
- l) Élire la délégation additionnelle du congrès selon les modalités prévues à l'article 3.1.1;
- m) Prendre toute autre décision selon les politiques définies par le syndicat.

4.1.3 Fréquence, convocation et ordre du jour

L'assemblée générale doit se réunir au moins une fois par année.

L'exécutif local doit convoquer une assemblée générale régulière dans les trois (3) premiers mois de l'année financière. L'avis de convocation ainsi que le projet d'ordre du jour doivent être affichés au moins dix (10) jours à l'avance.

4.1.4 Assemblée générale spéciale

4.1.4.1 Avis de convocation

L'avis de convocation de toute assemblée générale spéciale doit être transmis au moins 48 heures à l'avance et être accompagné de l'objet de la réunion. Seuls les sujets mentionnés sur cet avis peuvent faire l'objet de délibération.

4.1.4.2 Convocation

Une assemblée générale spéciale peut être convoquée par décision de l'exécutif local. Une assemblée générale spéciale doit aussi être tenue lorsqu'elle est demandée par écrit par le nombre le plus bas des deux possibilités suivantes : 25 % des membres ou deux fois le quorum d'une assemblée générale. Une copie de cette demande doit être envoyée au ou à la secrétaire du comité exécutif national.

Malgré ce qui précède, sur décision du conseil national, le comité exécutif national peut convoquer une assemblée générale spéciale.

4.1.5 Les procès-verbaux

L'exécutif local doit tenir un registre des procès-verbaux qui pourraient, sur demande, être acheminés aux membres de l'établissement.

4.2 L'assemblée de secteur

4.2.1 Composition et quorum

a) Les secteurs sont déterminés conjointement par l'exécutif local, le·ou la représentant·e national·e et la ou les personne(s) conseillère(s) syndicale(s). Une assemblée de secteur est composée de tous les membres d'un secteur.

b) Le quorum est établi selon l'article 4.1.1, mais en considérant le nombre de membres dans le secteur uniquement.

Le quorum est requis seulement pour les assemblées de secteur où un vote est tenu.

En l'absence de quorum à la première assemblée de secteur dûment convoquée pour la tenue d'un vote, le quorum de la deuxième assemblée de secteur convoquée pour ce même vote est égal au nombre de membres du secteur présents à cette assemblée. L'avis de convocation doit le préciser.

4.2.2 Fonctions et pouvoirs

- a) Élire l'agent·e de liaison qui participe au conseil syndical;
- b) Soumettre, préparer ou proposer des orientations d'application de convention collective ou de négociation concernant ses membres;
- c) Voter les projets d'entente concernant son groupe. Toute entente qui modifie ou ajoute des clauses aux dispositions locales de la convention collective doit être entérinée en dernière instance par l'assemblée générale.

4.2.3 Vote sur une entente particulière

- a) L'exécutif local peut, en collaboration avec le·ou la représentant·e national·e et la ou les personne(s) conseillère(s) syndicale(s), créer un secteur dans le seul but de faire voter un groupe de personnes salariées sur un projet d'entente les concernant. Le secteur est dissous à la levée de l'assemblée de secteur.

Toute entente qui modifie ou ajoute des clauses aux dispositions locales de la convention collective doit être entérinée en dernière instance par l'assemblée générale.

L'avis de convocation et le projet d'ordre du jour doivent être affichés au moins 48 heures à l'avance.

- b) Le quorum est égal au nombre de membres participants. L'avis de convocation doit le préciser.

4.2.4 Fréquence, convocation et ordre du jour

L'assemblée de secteur se réunit au besoin et est convoquée par l'exécutif local.

L'avis de convocation ainsi que le projet d'ordre du jour doivent être affichés au moins 48 heures à l'avance.

4.2.5 Rôle du ou de l'agent·e de liaison

a) L'agent·e de liaison exerce un rôle de liaison entre la ou les personnes conseillères syndicales, le ou la représentant·e national·e, l'exécutif local et les membres

b) Assumer toutes les autres responsabilités à la demande de l'exécutif local.

4.2.6 Durée du mandat et mode de nomination de l'agent·e de liaison

Le ou l'agent·e de liaison élu·e aux années impaires pour un mandat de deux (2) ans lors d'une assemblée de secteur.

4.3 Le conseil syndical

Le conseil syndical est créé dans un but fonctionnel afin d'assurer le transfert de l'information entre tous les secteurs chez un même employeur.

L'exécutif local assume les rôles du conseil syndical pour les unités qui ne peuvent le mettre en place.

4.3.1 Composition

a) Les membres de l'exécutif local;

b) Les agents·es de liaison.

4.3.2 Rôles

a) Recevoir des sujets de consultation, en discuter et préparer des recommandations à soumettre à l'assemblée générale ou aux assemblées de secteur;

- b) Assurer une structure de communication efficace auprès des membres.

4.3.3 Fréquence, convocation et ordre du jour

Le conseil syndical se réunit au moins une fois par année.

L'avis de convocation ainsi que le projet d'ordre du jour doivent être transmis au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

4.4 L'exécutif local

4.4.1 Composition et quorum

- a) Pour les unités de négociation comportant moins de 251 personnes salariées, l'exécutif local est composé :

- d'un-e président-e;
- d'un-e vice-président-e;
- d'un-e secrétaire-trésorier-ière;

Le ou la secrétaire-trésorier-ière cumule les fonctions des articles 4.4.7.3 et 4.4.7.4.

- b) Pour les unités de négociation comportant entre 251 et 500 personnes salariées, l'exécutif local est composé :

- d'un-e président-e;
- d'un-e vice-président-e;
- d'un-e secrétaire;
- d'un-e trésorier-ière.

- c) Pour les unités de négociation comportant plus de 500 personnes salariées, l'exécutif local est composé :

- d'un-e président-e;
- d'un-e vice-président-e;
- d'un-e secrétaire;
- d'un-e trésorier-ière;
- d'un-e à cinq (5) directeurs-trices.

- d) Le nombre de membres pouvant composer un exécutif local est établi selon le nombre de personnes salariées au 31 mars de l'année financière précédente tel que déterminé par le syndicat.

Lorsque le nombre de personnes salariées dépasse le seuil de 250 au 31 mars d'une année impaire, l'exécutif local doit décider lequel des postes de secrétaire ou de trésorier-ière doit être mis en élection dans l'année paire qui suit. La personne est alors élue pour un mandat d'un an. La secrétaire-trésorier-ière conserve l'autre fonction jusqu'à la fin de son mandat.

Lorsque le nombre de personnes salariées dépasse le seuil de 500 au 31 mars d'une année paire, les directeurs-trices sont élu-e-s l'année qui suit pour un mandat d'un an.

En aucun cas la baisse du nombre de personnes salariées de l'unité de négociation ne met fin à un mandat en cours.

Lorsque la distance entre les deux installations les plus éloignées de l'employeur visé par l'unité de négociation est de 225 km et plus, l'exécutif local est composé de deux directeurs-trices supplémentaires.

Sur décision en assemblée générale le nombre de directeurs-trices peut être supérieur au nombre prévu à l'article 4.4.1.a) b) c) d).

Pour la 1^{re} élection suite au congrès 2018, la composition est déterminée par l'exécutif local. Par la suite la composition devra être votée lors d'une assemblée générale précédant l'élection.

- e) Le quorum est fixé à la majorité du nombre de ses membres.

4.4.2 Durée du mandat

Les membres de l'exécutif local sont élus pour un mandat de deux (2) ans.

4.4.3. Mode de nomination

Sous réserve de l'article 4.4.4, l'élection aux postes de l'exécutif local est au suffrage universel lors d'une assemblée générale tenue dans les quatre (4) premiers mois de l'année financière

L'exécutif local se trouvant dans l'impossibilité de tenir son assemblée générale dans le délai mentionné doit demander, par écrit, au comité exécutif national, une prolongation de son mandat.

L'élection du ou de la président-e, du ou de la secrétaire, du ou de la secrétaire-trésorier-ière et de la moitié des directeurs-trices a lieu aux années paires.

L'élection du ou de la vice-président-e et du ou de la trésorier-ière a lieu aux années impaires ainsi que l'autre partie directeurs-trices non élu-e-s l'année précédente.

4.4.4 Poste de directeur-trice

L'exécutif local détermine le nombre de postes de directeur-trice et décide si un ou plusieurs de ces postes est dédié à la représentation d'un groupe de personnes salariées en particulier. Le membre qui occupe un tel poste peut se prononcer sur toute question.

Lorsqu'il crée un poste dédié, l'exécutif local doit en définir la nature et indiquer, s'il y a lieu, les conditions applicables aux candidatures liées à ce poste. Ces conditions doivent être en lien avec la nature du poste dédié.

L'exécutif local peut aussi restreindre le suffrage aux personnes membres du groupe visé par le poste dédié

L'exécutif local doit joindre, à l'avis de convocation de l'assemblée générale, un avis d'élection indiquant le nombre de postes de directeurs-trices en élection, leur nature dédiée ou non, les conditions applicables aux candidatures et aux suffrages, s'il y a lieu.

Cet avis doit aussi indiquer, le cas échéant, les postes de personne déléguée locale en élection cette même année et leur nature dédiée.

4.4.5 Fonctions et pouvoirs

- a. Représenter les membres auprès de l'employeur dans le cadre déterminé par le syndicat;

- b. Représenter les membres auprès des instances nationales;
- c. Représenter les membres dans les comités locaux;
- d. Créer des comités, définir leur mandat et en nommer les membres;
- e. Déterminer la composition des secteurs en collaboration avec la ou les personne(s) conseillère(s) syndicale(s) et le·ou la représentant·e national·e;
- f. S'il y a vacance à un poste à l'exécutif local, celui-ci décide de combler ou non cette vacance. Le cas échéant, il nomme une personne par intérim jusqu'à ce qu'une élection ait lieu lors d'une assemblée générale;
- g. Nommer un membre à tout poste vacant ou devenu vacant de personne déléguée locale pour le reste du mandat en cours, sous réserve de l'acceptation par le syndicat;
- h. Nommer un membre à tout poste d'agent·e de liaison vacant ou devenu vacant pour le reste du mandat en cours;
- i. Nommer la délégation et les personnes observatrices, le cas échéant, au conseil général;
- j. Nommer les substituts qui participeront au Congrès si tous ceux nommés à l'assemblée générale ne combleront pas les places disponibles de la délégation;
- k. Voir à l'application des décisions adoptées par les instances locales et nationales;
- l. Voir à la gestion du budget local et recevoir un rapport financier au moins trois (3) fois par année;
- m. Élaborer un projet de plan d'action et le soumettre à l'assemblée générale.
- n. Convoquer et préparer les assemblées générales, les assemblées de secteur et les réunions du conseil syndical;
- o. Organiser la vie syndicale locale et voir à son développement;

- p. Mobiliser les membres sur les enjeux syndicaux locaux, régionaux et nationaux;
- q. Participer activement aux périodes de négociation des dispositions locales.
- r. Recommander au conseil national l'acceptation, la suspension ou l'exclusion d'un membre;

4.4.6 Fréquence des réunions

L'exécutif local se réunit au moins trois (3) fois par année.

4.4.7 Fonctions et responsabilités

4.4.7.1 Le ou la président·e exerce les fonctions suivantes :

- a) En collaboration avec le ou la représentant·e national·e du conseil national, agir à titre de porte-parole du syndicat au niveau local et régional ou déléguer quelqu'un pour ce faire au sein de l'exécutif local;
- b) En collaboration avec le ou la représentant·e national·e du conseil national, développer et maintenir des liens avec des coalitions ou associations locales ou régionales, en conformité avec les orientations du syndicat;
- c) Représenter le syndicat auprès des membres de l'unité de négociation et de l'employeur.
- d) Représenter les membres de l'unité de négociation aux instances du syndicat;
- e) Coordonner l'ensemble des activités de l'unité de négociation;
- f) S'assurer que chaque membre de l'exécutif local remplit les devoirs de sa charge;
- g) S'assurer de la participation des membres aux activités syndicales et du maintien d'une vie syndicale active et démocratique;
- h) Préparer les ordres du jour et présider les réunions de l'exécutif local, du conseil syndical et de l'assemblée générale. Elle peut

nommer une autre personne à la présidence de l'assemblée avec l'assentiment de l'instance concernée;

- i) Assumer toute autre responsabilité à la demande de l'exécutif local.

4.4.7.2 Le ou la vice-président-e exerce les fonctions suivantes :

- a) Assister le ou la président-e et la remplacer en cas d'absence ou d'incapacité d'agir;
- b) Assumer toute autre responsabilité à la demande de l'exécutif local.

4.4.7.3 Le ou la secrétaire exerce les fonctions suivantes :

- a) convoquer les réunions et les assemblées générales dans les délais prévus;
- b) Participer avec le ou la président-e à la préparation des ordres du jour;
- c) Rédiger les procès-verbaux ou les comptes rendus des réunions de l'exécutif local, du conseil syndical et de l'assemblée générale;
- d) Déterminer avec l'exécutif local un système de suivi de la correspondance reçue et envoyée. S'assurer de la mise en place et du bon fonctionnement de ce système;
- e) Conserver les dossiers et les archives incluant les documents informatiques;
- f) Maintenir à jour le registre des membres;
- g) Assurer le suivi des libérations syndicales et, avec l'accord de l'exécutif local, peut déléguer la tâche en assurant un suivi régulier;
- h) Assumer toute autre responsabilité à la demande de l'exécutif local.

4.4.7.4 Le ou la trésorier-ière exerce les fonctions suivantes

- a) Préparer les prévisions budgétaires et des rapports financiers à soumettre à l'exécutif local et à l'assemblée générale;
- b) Assurer le suivi des revenus et des dépenses du budget local;
- c) Répondre aux questions des personnes vérificatrices;
- d) Assumer toute autre responsabilité à la demande de l'exécutif local;

4.4.7.5 Le ou la directeur-trice exerce les fonctions suivantes :

- a) Assumer toute responsabilité qui lui est confiée par l'exécutif local;
- b) Participer activement à la mobilisation des membres de l'unité de négociation.

4.4.8 Fin de mandat et remplacement

Le mandat d'un membre de l'exécutif local prend fin :

- a) À l'expiration du terme d'office ou de ses prolongations;
- b) Lorsque la personne cesse d'être visée par l'unité de négociation;
- c) Lorsque la personne cesse d'être membre du syndicat.

4.4.9 Décision et vote

Les décisions de l'exécutif local se prennent à la majorité simple des voix. Chaque membre de l'exécutif local a droit à un vote. En cas d'égalité, le ou la président-e a droit à un vote prépondérant.

4.5 Personnes déléguées locales

4.5.1 Rôle et responsabilités

La personne déléguée locale soutient l'exécutif local dans ses fonctions à l'égard d'un groupe de personnes salariées particulier. Son titre doit comporter la caractéristique du groupe dédié.

La personne déléguée locale a les responsabilités suivantes :

- a) Faire le lien entre les personnes salariées qu'elle représente et l'exécutif local;
- b) Représenter le groupe de personnes salariées auprès de l'employeur dans les limites du mandat que l'exécutif local lui octroie;
- c) Participer activement à la vie syndicale locale;
- d) Participer aux réunions de l'exécutif local sur invitation;
- e) À la demande de l'exécutif local, assumer toute autre responsabilité à l'égard du groupe de personnes salariées qu'elle représente
- f) Participer d'office au conseil syndical.

4.5.2 Composition

Le nombre de personnes déléguées locales est déterminé par l'exécutif local.

Pour chacun des postes de personnes déléguées locales, l'exécutif local doit indiquer le groupe de personnes salariées représenté. Ce groupe est constitué à partir de caractéristiques communes telles que le territoire, le programme, la mission, etc.

4.5.3 Mode de nomination

La personne déléguée locale est élue aux années paires pour un mandat de deux (2) ans. Si le poste est créé une année impaire, la durée du mandat est réduite en conséquence.

Les personnes candidates à une élection de personne déléguée locale doivent provenir du groupe de personnes salariées visé par

le poste. Seuls les membres du groupe de personnes salariées visées par le poste de personne déléguée locale peuvent participer à son élection.

4.6 Personnes observatrices

Le ou la représentant.e national.e, la ou les personne(s) conseillère(s) syndicale(s) ou leur remplaçante sont invitées d'office aux instances locales à titre d'observatrices avec droit de parole.

CHAPITRE V – Dispositions financières

5.1 Année financière

L'année financière du syndicat s'étend du 1^{er} avril au 31 mars.

5.2 Cotisation syndicale

Les cotisations syndicales et les droits d'entrée sont perçus en totalité par le syndicat. Toute modification de la cotisation syndicale régulière se fait par une modification aux statuts.

5.2.1 Cotisation régulière

La cotisation régulière est de 1,6 % du salaire de base.

5.2.2 Cotisation spéciale

Le conseil général peut fixer, par un vote des deux tiers (2/3) des personnes déléguées qui ont exercé leur droit de vote, une cotisation syndicale spéciale dont il détermine le montant et la durée.

5.3 Budget local

Le budget local est déterminé en fonction d'un pourcentage du salaire cotisé des personnes salariées de l'unité de négociation. Ce pourcentage est fixé par le conseil général.

Les règles d'utilisation du budget local sont déterminées par règlement du conseil général.

Si des surplus étaient disponibles dans les caisses de l'unité de négociation lors de la fermeture des livres de l'année financière, ces sommes demeurent à l'unité de négociation et ne sont pas imputées du budget de l'année suivante.

5.4 Allocations de péréquation

Le conseil général peut adopter un règlement visant à établir des allocations de péréquation pour tenir compte de situations particulières vécues par les unités de négociation.

CHAPITRE VI – Comité de surveillance

6.1 Composition, mode de nomination et quorum

Le comité de surveillance est composé de trois (3) personnes élues au congrès parmi les personnes déléguées, en excluant les membres du conseil national. Le quorum du comité est de deux (2) personnes.

6.2 Durée du mandat

La durée du mandat correspond à l'intervalle entre deux (2) congrès.

6.3 Fréquence des réunions

Le comité de surveillance se réunit au moins deux (2) fois par année. Le ou la trésorier·ière du syndicat participe aux réunions afin de fournir les informations requises dans le cadre du mandat du comité.

6.4 Mandat du comité

Le mandat du comité consiste à s'assurer que les revenus et les dépenses du syndicat sont conformes aux décisions, aux politiques et aux budgets adoptés par le conseil général ou par le congrès et d'en informer les personnes déléguées du conseil général.

6.5 Fonctions et pouvoirs

Le comité de surveillance assume les fonctions et les pouvoirs suivants :

- a) Surveiller l'évolution du budget en fonction des prévisions budgétaires;
- b) Examiner les écarts importants au budget;

- c) Examiner toute dépense non prévue au budget;
- d) Recevoir le rapport trimestriel de l'état des revenus et dépenses;
- e) Prendre connaissance des états financiers vérifiés;
- f) Rencontrer la firme comptable une fois par année pour discuter des normes et pratiques utilisées pour la vérification;
- g) Être représenté par l'un de ses membres à tous les conseils généraux et par l'ensemble de ses membres lorsqu'il y a présentation des états financiers et des prévisions budgétaires;

À défaut d'être personne déléguée de son unité de négociation, cette représentation se fait à titre de personne observatrice;
- h) Faire des recommandations au conseil national sur les sujets relevant de son mandat;
- i) Faire rapport annuellement de ses activités au conseil général.

6.6 Vacance au comité de surveillance

6.6.1 Mode de remplacement

S'il y a vacance à l'un des postes du comité de surveillance, celle-ci est comblée par élection lors d'un conseil général.

6.6.2 Éligibilité

Nonobstant l'article 6.1 des présentes, seules les personnes déléguées au conseil général, en excluant les membres du conseil national, peuvent poser leur candidature à un poste du comité de surveillance en élection lors d'un conseil général.

CHAPITRE VII – Modifications aux statuts et à la Déclaration de principes

7.1 Modifications aux statuts

7.1.1 Les statuts du syndicat ne peuvent être modifiés que par le congrès.

7.1.2 Le congrès peut adopter, modifier ou abroger les statuts par un vote des deux tiers (2/3) des personnes déléguées qui ont exercé leur droit de vote.

7.1.3 Les propositions de modification aux statuts sont déposées par écrit au ou à la secrétaire du syndicat au moins cent vingt (120) jours avant l'ouverture du congrès dûment convoqué.

7.1.4 Un avis de motion, contenant les propositions de modification aux statuts transmises au syndicat, est expédié aux exécutifs locaux, ainsi qu'à tout membre qui en fait la demande, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant l'ouverture du congrès.

7.1.5 Les propositions d'amendement doivent porter exclusivement sur les sujets traités dans l'avis de motion et doivent parvenir à la secrétaire du syndicat au plus tard cinquante (50) jours avant l'ouverture du congrès.

7.1.6 Le cahier des propositions de modification aux statuts, incluant les propositions d'amendement, est envoyé aux personnes déléguées, ainsi qu'à tout membre qui en fait la demande, au moins vingt (20) jours avant l'ouverture du congrès.

7.1.7 Entrée en vigueur

Les modifications aux statuts entrent en vigueur à la fin du congrès qui a procédé à leur adoption à moins qu'une modification adoptée le prévoit autrement.

7.2 Modifications à la Déclaration de principes

Les dispositions de l'article 7.1 s'appliquent à la Déclaration de principes en faisant les adaptations nécessaires.

7.3 Corrections linguistiques

Le conseil national peut recommander des corrections au texte des statuts et à celui de la Déclaration de principes afin de s'assurer qu'ils soient conformes aux règles d'orthographe, de grammaire et de syntaxe de la langue française. Ces recommandations de correction, qui ne doivent altérer ni le sens ni la portée du texte, sont soumises pour adoption au conseil général.

CHAPITRE VIII – Mise en place de la nouvelle structure de représentation syndicale

8.1 Préséance du chapitre VIII

Le présent chapitre a préséance sur toute disposition incompatible des statuts.

8.2 Durée des mandats des membres des exécutifs locaux

La composition des exécutifs locaux tel qu'ils existent en fonction des statuts en vigueur le 6 mai 2018 et le mandat de ses membres sont prolongés jusqu'à une élection en assemblée générale qui doit avoir lieu dans les trois (3) premiers mois de l'année financière débutant le 1^{er} avril 2019.

La durée des mandats des membres des exécutifs locaux qui seront élus lors de l'assemblée générale du paragraphe précédent doit être ajustée en fonction des statuts applicables à ce moment.

Tous les sièges de directeur seront soumis au vote à la première élection suivant le Congrès 2018. La moitié des directeurs auront un premier mandat d'un an et l'autre un premier mandat de 2 ans. La sélection des sièges ayant pour mandat un ou deux ans sera déterminée par l'exécutif I.

8.3 Durée des mandats des membres du conseil national

Le mandat des membres du conseil national est prolongé jusqu'à une élection qui doit se tenir en congrès dans les 6 derniers mois de l'année 2019.

8.4 Intervalle entre deux congrès

L'intervalle de deux (2) ans entre les congrès débute en 2019.

8.5 Durée des mandats des personnes représentantes locales

Les postes de personne représentante locale sont abolis 45 jours après l'entrée en vigueur du présent article.

Par contre, l'exécutif local peut maintenir en fonction certaines personnes représentantes locales jusqu'à ce qu'une élection à un

poste similaire de personne déléguée locale (article 4.5) ait lieu pour les remplacer. Cette élection doit se tenir à l'assemblée générale ou dans les 3 mois suivant l'assemblée générale selon le mode d'élection choisi par l'exécutif local.



**DÉCLARATION
DE PRINCIPES**

DÉCLARATION DE PRINCIPES

Préambule

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) est une organisation syndicale indépendante représentant exclusivement le personnel professionnel et technique du réseau public de la santé et des services sociaux. Plus de 85 % de ses membres sont des femmes.

Mission

L'APTS accorde la priorité à la réalisation de sa mission telle que prévue dans les statuts. Afin de réaliser cette mission, mais aussi dans le cadre de toutes ses autres actions, l'APTS est guidée par les valeurs suivantes.

Valeurs

Dans tous ses faits et gestes, l'APTS est éclairée par les valeurs fondamentales que sont la solidarité, la démocratie, l'égalité, la justice sociale, la liberté et la coopération.

Pour ce faire :

L'APTS défend, en premier lieu, les droits à la négociation, à la liberté syndicale et à la syndicalisation. Elle assure aussi la défense et fait la promotion des droits des femmes. Également, dans la mesure de ses moyens, elle défend le droit, pour toutes et tous, de travailler dans un milieu sain, dans le respect et la dignité. Elle revendique aussi le droit à des conditions de travail et de vie décentes pour tous les groupes de travailleuses et travailleurs.

Composée de membres exerçant une grande diversité de professions sur tout le territoire québécois, l'APTS est un témoin privilégié et une organisation engagée dans la promotion et la défense de l'accessibilité, de l'universalité et de la qualité des services de santé et services sociaux. Elle se porte à la défense des services publics parce qu'ils constituent le meilleur moyen de répondre aux besoins de la population. Également,

l'APTS fait la promotion des approches préventives, car il s'agit d'une excellente façon d'améliorer l'état de santé de la population.

L'APTS agit régulièrement en solidarité avec d'autres groupes pour défendre des enjeux communs. Par ailleurs, l'APTS préserve son indépendance par rapport à l'État et aux partis politiques.

Pratiques syndicales

L'engagement, l'adhésion et la mobilisation des membres cimentent l'APTS et sont essentiels à son plein épanouissement. L'APTS établit des pratiques syndicales à l'image des besoins et valeurs de ses membres. Ainsi, elle se démarque par son service de relations de travail professionnel et personnalisé. Elle s'investit aussi dans le développement d'une vie syndicale locale dynamique et accorde une importance particulière à l'éducation syndicale. Elle conscientise ses membres et influence les décideurs politiques par différentes actions à caractère sociopolitique. Finalement, l'APTS agit en conformité avec les valeurs de développement durable en préconisant notamment, dans ses activités courantes, la protection de l'environnement et l'achat éthique.

SIÈGE SOCIAL

1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 1050
Longueuil (Québec) J4K 5G4
Tél. : 450 670-2411 ou 1 866 521-2411
Télec. : 450 679-0107 ou 1 866 480-0086

BUREAU DE QUÉBEC

1305, boul. Lebourgneuf, bureau 200
Québec (Québec) G2K 2E4
Tél. : 418 622-2541 ou 1 800 463-4617
Télec. : 418 622-0274 ou 1 866 704-0274

www.apsq.com • info@apsq.com